



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

papier et carton

Question au Gouvernement n° 3564

Texte de la question

FERMETURE DE L'ENTREPRISE M-REAL

M. le président. La parole est à M. François Loncle, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. François Loncle. Monsieur le président, permettez-moi tout d'abord, au nom de mon groupe et, je le pense, de l'Assemblée nationale tout entière, de rendre hommage à Marie Dedieu, décédée à la suite d'un enlèvement barbare. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

J'en viens à ma question.

Il y a quinze jours, ici même et dans ce cadre, j'interrogeais, j'alertais le Gouvernement sur la menace de fermeture de l'entreprise finlandaise M-Real de pâte à papier et de fabrication de papier, située à Alizay dans l'Eure. M. Éric Besson me répondait par des propos rassurants :

" On peut être raisonnablement optimiste sur l'avenir de ce site qui nous a beaucoup mobilisés depuis de nombreux mois. [...] Avec mon collègue Bruno Le Maire qui, lui aussi, est très impliqué sur ce dossier, nous sommes en contact avec les dirigeants de M-Real. Je vois mal comment ce groupe pourrait porter la responsabilité de la fermeture du site en refusant une offre. [...] Nous n'avons pas manqué de mettre ce groupe face à ses responsabilités ".

Or, hier, le groupe finlandais annonçait la fermeture brutale du site, alors que les négociations avec trois repreneurs potentiels étaient en cours et, on peut même dire, bien avancées. Aujourd'hui, 400 salariés et leurs familles, les élus du site et les représentants du personnel sont profondément choqués. Qu'allez-vous faire, monsieur le Premier ministre, en urgence, pour vous opposer à cette casse industrielle inacceptable ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, pour répondre à la question de M. François Loncle.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le député, vous avez fait une présentation exacte de la situation de l'entreprise M-Real. Il y a quinze jours, répondant à votre question, je vous ai effectivement dit que l'Agence française des investissements industriels avait fait un très gros travail et trouvé un certain nombre de repreneurs potentiels qui nous paraissaient, et nous paraissent toujours, sérieux.

Malheureusement, M-Real, a décidé, hier, de rompre les négociations et d'annoncer dans le même temps une fermeture qui affecte et indigne les 310 salariés concernés.

Il n'est pas question d'en rester là. Il y a des choses que nous ne pouvons pas faire, vous le savez : nous ne pouvons pas imposer un repreneur à une entreprise. En revanche, nous pouvons, vous l'avez rappelé, mettre la société face à ses responsabilités, lui dire qu'il n'est pas possible qu'elle ferme un site alors même qu'elle a des repreneurs. La préfète de l'Eure va, dans les heures qui viennent, prendre une initiative de médiation entre les repreneurs et la société M-Real. Mon collègue Bruno Le Maire, qui est très impliqué dans ce dossier, y participera ainsi que tous les représentants du ministère de l'industrie et moi-même. J'espère pouvoir, dans quelques jours, vous donner de meilleures nouvelles. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. François Loncle](#)

Circonscription : Eure (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3564

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 20 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 octobre 2011